



C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone



La population du monde francophone
dépasse la barre des 600 millions d'habitants en 2025

CERMF

10 mars 2026

La population du monde francophone dépasse la barre des 600 millions d'habitants

Après avoir dépassé celles de l'espace hispanophone et de l'ensemble Union européenne - Royaume-Uni, la population du monde francophone est désormais estimée à 602,2 millions d'habitants, au 1er janvier 2026. Une progression essentiellement due à l'Afrique francophone, dont l'émergence démographique s'accompagne d'une remarquable montée en puissance économique, en ayant notamment affiché la croissance la plus élevée du continent pour la douzième année consécutive en 2025.

Selon les données et projections publiées par l'ONU mi-2024, complétées par celles fournies par certains organismes nationaux de la statistique (notamment dans le cas des pays partiellement francophones), la population du monde francophone est estimée à 602,2 millions d'habitants au 1er janvier 2026, contre 590,0 millions début 2025. Avec une progression de 2,07 % (soit 12,2 millions d'habitants), l'espace francophone creuse notamment l'écart avec l'ensemble constitué par l'Union européenne et le Royaume-Uni, qu'il avait dépassé en 2018 (519 millions, hors territoires français d'outre-mer), et avec le monde hispanophone qu'il avait dépassé en 2011 (488 millions).

Le dynamisme de l'espace francophone

Cette estimation correspond à la population du monde francophone dans sa définition géographique la plus stricte et la plus sérieuse, qui ne tient compte que des pays et territoires réellement francophones, c'est-à-dire dans lesquels la population est en contact quotidien avec la langue française, à différents degrés, et où l'on peut « vivre en français ». Dans ces pays et territoires, le français est par conséquent, seul ou avec une langue locale partenaire, la langue de l'administration, de l'enseignement (pour l'ensemble de la population scolaire, au moins à partir d'un certain âge), des affaires et des médias, ou au moins la langue maternelle de la population, sous sa forme standard ou sous une forme créolisée (un peu comme l'arabe dialectal par rapport à l'arabe standard dans les pays du Maghreb).

Le monde francophone est donc un vaste ensemble rassemblant non moins de 33 pays, répartis sur quatre continents, et pour lequel ne sont donc comptabilisés que les parties francophones des pays partiellement de langue française, comme la Belgique ou le Canada (respectivement la Fédération Wallonie-Bruxelles et l'ensemble Québec-Acadie du Nouveau-Brunswick). Par ailleurs, l'espace francophone ne tient pas non plus compte d'un certain nombre de pays membres à part entière de l'Organisation internationale de la francophonie (mais ne remplissant aucun des critères nécessaires afin de pouvoir être considérés comme francophones, tels que le Liban, la Roumanie ou encore la Guinée-Bissau), ainsi que des nombreux pays et territoires non francophones à travers le monde où l'apprentissage du français est obligatoire pour tous les élèves, à partir du primaire ou du secondaire.

Ce vaste espace s'étend donc sur près de 16,3 millions de km², soit près de quatre fois l'Union européenne tout entière. À cela, s'ajoutent de vastes territoires maritimes, et notamment la zone économique exclusive française, seconde plus grande au monde avec ses près de 10,2 millions de km² (soit plus du double de la



C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

superficie terrestre totale de l'Union européenne). Les cinq premiers pays francophones sont aujourd'hui la République démocratique du Congo (ou RDC, 114,6 millions d'habitants), la France (69,7 millions, territoires ultramarins inclus, tous statuts confondus), l'Algérie (47,7), le Maroc (39,2) et Madagascar (33,1). Cette dernière est talonnée de très près par la Côte d'Ivoire, qui est sur le point de la dépasser (33,1 millions également).

Avec une croissance démographique de 2,07 % en 2025, et un taux de fécondité global de 3,94 enfants par femme (en légère baisse par rapport au taux de 4,01 observé l'année précédente), le monde francophone constitue l'espace linguistique le plus dynamique au monde. Il se classe devant l'espace arabophone, dont la croissance s'élève à 1,80 % et dont la population est estimée à 512,4 millions d'habitants début 2026 (avec un taux de fécondité global de 3,10 enfants par femme). Grâce à ce dynamisme, le monde francophone avait d'ailleurs dépassé en 2011 l'espace hispanophone, en progression de 0,71 % en 2025 et qui rassemble désormais 488,3 millions d'habitants (avec un taux de fécondité de 1,78 enfant par femme, et ayant donc aussi été récemment devancé par l'espace arabophone*).

La croissance démographique du monde francophone devrait demeurer supérieure à celle des autres espaces linguistiques, et porter la population de cet ensemble à un peu plus d'un milliard d'habitants en 2060 (1,060 milliard, en se basant essentiellement sur les projections de l'ONU, contre 812 millions pour l'espace arabophone, et 541 millions pour l'ensemble hispanophone – *graphique 1*). Le rythme de cette progression est toutefois sur une tendance baissière, notamment du fait de la baisse continue du taux de fécondité en Afrique subsaharienne francophone, qui s'établit désormais à 4,90 enfants par femme, contre 4,98 en 2024 et non moins de sept enfants en 1975 (soit une diminution de près d'un tiers, mais qui demeure en bonne partie masquée par les conséquences démographiques de la hausse régulière de l'espérance de vie et de la chute de la mortalité pour toutes les classes d'âge).

Au passage, il convient toutefois de rappeler que l'espace francophone demeure assez largement sous-peuplé, même en tenant compte des territoires désertiques ou recouverts par de denses forêts équatoriales. À titre d'exemple, sa population actuelle n'est que 16 % supérieure à celle de l'ensemble Union européenne - Royaume-Uni, qui occupe pourtant une superficie près de quatre fois moins étendue. Autre exemple plus précis, la Côte d'Ivoire, pays le plus dynamique économiquement du continent africain (en tenant compte à la fois de ses taux de croissance économique et du niveau de richesse déjà atteint), ne compte que 33,1 millions d'habitants pour un territoire un tiers plus vaste que celui du Royaume-Uni, dans ses frontières européennes (et non deux ou trois fois plus petit, comme l'indiquent la plupart des cartes géographiques en circulation, terriblement déformantes de la réalité... et des esprits). Ce dernier ayant une population de presque 70 millions d'habitants, la Côte d'Ivoire devrait donc compter non moins de 92 millions d'habitants pour être aujourd'hui proportionnellement aussi peuplée.

Les chiffres involontairement trompeurs de l'OIF

Par ailleurs, il est à noter que le chiffre d'environ 300 millions de francophones fréquemment avancé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ne correspond qu'au nombre de personnes ayant au moins une assez bonne maîtrise de la langue française. Ce chiffre est ainsi obtenu en ne comptabilisant, par exemple, que le tiers de la population ivoirienne et le quart de celle du Sénégal (en excluant notamment une bonne partie des personnes les plus âgées). Par conséquent, il ne traduit aucune réalité économique ou géopolitique, étant donné que seule la population totale doit être prise en compte pour l'évaluation de la taille du marché ou du poids géopolitique du pays concerné. De même, le critère retenu par l'OIF est largement

inapproprié d'un point de vue social, pour la simple raison que de nombreuses choses de la vie courante se font en français dans les pays et territoires francophones (médias, internet, administration publique, documents commerciaux et comptables...), dans lesquels l'ensemble de la population est donc en contact quotidien avec la langue française, y compris dans les zones les plus reculées où le pourcentage de personnes ayant au moins une assez bonne maîtrise de la langue est moins élevé (en particulier chez les moins jeunes).

Toute statistique ne tenant pas compte de l'ensemble de la population des pays et territoires francophones, et diffusée à un large public (au-delà, donc, d'un nombre restreint de hauts fonctionnaires et de responsables politiques, en vue d'aider à l'élaboration des stratégies nationales en matière d'éducation), n'a donc pour seule et unique conséquence que d'induire en erreur les acteurs et décideurs économiques et politiques, ainsi que l'ensemble de la société civile, en dévalorisant considérablement à leurs yeux le monde francophone et la langue française. Une erreur d'appréciation dont peuvent même être victimes les organismes les plus prestigieux, à l'instar de l'organisme public France Invest, qui publia en 2019 un Guide sur le capital-investissement destiné à de grandes entreprises (« Investir dans la croissance des entreprises en Afrique ») et dans lequel était rédigée, noir sur blanc, la phrase suivante au sujet de l'Afrique francophone, Maghreb inclus : « l'Afrique francophone regroupe 260 millions d'habitants » (alors qu'elle comptait déjà plus de 410 millions d'habitants). Plus grave encore, les données de l'OIF peuvent parfois être utilisées par certaines parties cherchant à dénigrer et attaquer la langue française, en faisant croire qu'elle ne concerne qu'environ 300 millions de personnes dans le monde.

Toute diffusion médiatique des chiffres publiés par l'OIF, sans explication préalable et suffisamment claire du critère utilisé, peut donc avoir de gravissimes conséquences économiques et géopolitiques, contraires aux intérêts de l'ensemble des pays et peuples de la grande famille francophone. Il est donc satisfaisant de constater que certains organismes ont récemment commencé à prendre leurs distances avec les données de l'OIF, à l'instar de la direction du MEDEF (principale organisation patronale française) qui n'avait utilisé que le chiffre relatif à la population totale de l'espace francophone lors de la première « Rencontre des entrepreneurs francophones » (REF), organisée en France en août 2021.

Enfin, il convient de rappeler que la connaissance de la langue française dépasse largement les frontières du monde francophone et de ses 602 millions d'habitants, le français étant la deuxième langue la plus enseignée au monde, après l'anglais. Son apprentissage est d'ailleurs obligatoire dans les établissements d'enseignement primaire et/ou secondaire d'un certain nombre de pays (comme en République dominicaine, au Costa Rica ou encore, désormais, dans tous les pays anglophones et lusophones d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'en Angola, dernier pays à l'avoir rendu obligatoire, dès le primaire à partir de la rentrée 2024). À la population du monde francophone, s'ajoutent donc quelques centaines de millions de personnes à travers le monde ayant une connaissance de la langue française, à divers degrés (chiffre en constante hausse et que l'on peut aujourd'hui estimer à plus de 350 millions, toutes générations confondues).

L'émergence démographique et économique de l'Afrique francophone

La progression démographique du monde francophone résulte essentiellement du dynamisme de l'Afrique francophone, qui a connu une croissance de 2,39 % en 2025 (2,73 % pour sa partie subsaharienne). La population de ce vaste ensemble de 25 pays a d'ailleurs dépassé la barre des 500 millions d'habitants en 2025, pour s'établir à 504,6 millions début 2026 (soit 83,8 % de la population de l'espace francophone). Pour rappel, l'Afrique francophone ne rassemblait que 74 millions d'habitants en 1950, soit à peu près autant que l'Allemagne seule, à ce moment-là (69,5 millions). Cette même année, la population du monde francophone était d'ailleurs estimée à seulement 129 millions d'habitants, soit 4,7 fois moins qu'aujourd'hui.



Ce dynamisme se traduit notamment par la montée en puissance des villes africaines, qui occupent désormais huit des dix premières places du classement mondial des métropoles francophones. La capitale de la RDC, Kinshasa, continue à dominer le classement avec son agglomération d'environ 15 millions d'habitants (chiffre variable selon les sources), devant la capitale française, Paris, qu'elle dépasse désormais largement (11,2 millions), et la ville d'Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire (6,7 millions). De son côté, la ville de Montréal, deuxième ville non africaine et capitale économique du Québec, arrive en septième position avec une population de 4,6 millions d'habitants.

Mais cet essor démographique s'accompagne également de l'émergence et de la montée en puissance économique de ce vaste ensemble qui réalise presque constamment les meilleures performances du continent en matière de croissance économique, tout en étant globalement la partie la moins touchée par l'inflation, la moins endettée, la plus industrialisée, ainsi que la partie la moins frappée par les inégalités, la criminalité et la corruption. Ainsi, et à partir des dernières données publiées par la Banque mondiale au mois de janvier, l'Afrique subsaharienne francophone, regroupant 22 pays, a été le moteur de la croissance économique continentale pour la douzième année consécutive en 2025, avec une progression globale de 4,9 %, contre 3,4 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne. Sur la période 2014 à 2025, sa croissance annuelle s'est ainsi établie à 4,1 %, contre seulement 2,1 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne (*graphique 2*).

Dans le même temps, et à partir des dernières estimations du FMI, l'Afrique subsaharienne francophone a continué d'afficher le niveau d'inflation le plus faible avec un taux estimé à seulement 4,0 %, contre 17,4 % pour l'Afrique subsaharienne non francophone (soit un taux annuel de 4,2 % pour la période 2014-2025, contre 19,8 %). Par ailleurs, et toujours selon les données du FMI, l'Afrique subsaharienne francophone a également affiché le niveau d'endettement le plus faible en Afrique subsaharienne, pour la neuvième année consécutive, avec une dette publique estimée à 51,6 % du PIB en 2025 (et la présence de seulement trois pays francophones parmi les dix pays subsahariens les plus endettés), creusant ainsi l'écart avec le reste de l'Afrique subsaharienne (64,6 %). Une triple performance majestueuse qui devrait d'ailleurs se répéter, encore une fois, en 2026, et des particularités que l'on observe également en Afrique du Nord, notamment avec des niveaux d'inflation et d'endettement plus faibles dans les pays francophones du Maghreb qu'en Égypte.

Sur les douze dernières années, l'Afrique francophone subsaharienne a donc connu une croissance économique supérieure à son rythme de croissance démographique, et même largement plus importante. À l'inverse, le reste de l'Afrique subsaharienne a connu une progression économique inférieure à sa croissance démographique, pourtant elle-même légèrement moins rapide que celle de la zone francophone.

Sur la période 2014-2025, sept des dix plus fortes croissances réalisées l'ont été par des pays francophones, à savoir la Côte d'Ivoire (6,3 %), la Guinée (6,1 %), le Niger (5,8 %), la RDC (5,8 %), le Bénin (5,7 %), Djibouti (5,6 %) et le Sénégal (5,5 %). Il convient là de noter que ce classement n'intègre pas le cas très particulier du Rwanda anglophone, qui ne peut plus être pris en compte dans les classements économiques africains étant donné que ses performances officielles sont largement faussées par le pillage massif des richesses de la RDC voisine, qui représentent désormais près de 50 % des exportations rwandaises de biens (et régulièrement accompagné de massacres de populations civiles). Un cas unique au monde, permis par une protection américaine... et par le silence de la quasi-totalité des pays africains. Par ailleurs, cette injustice n'empêche pas le Rwanda de demeurer parmi les pays les plus pauvres du continent, avec un PIB par habitant de seulement 1 000 dollars exactement en 2024 (classé 38e en Afrique, selon les dernières données disponibles auprès de la Banque mondiale, après intégration d'une mise à jour concernant le Soudan du Sud).

Par ailleurs, l'Afrique francophone est globalement la partie la plus industrialisée du continent, comme le démontrait déjà le dernier classement sérieux et exhaustif publié en la matière par la Banque africaine de développement en novembre 2022. Dans ce document, qui ne provient pas d'un cabinet de conseil ou d'un

magazine à l'origine ou à la méthodologie potentiellement douteuse, et qui date déjà de quatre années (ne prenant donc pas en considération les dernières avancées réalisées par de nombreux pays francophones qui s'industrialisent à grande vitesse, comme la Côte d'Ivoire, le Bénin ou le Gabon), le Sénégal était déjà le pays le plus industrialisé de toute l'Afrique de l'Ouest (occupant la septième position sur le continent, devant le Nigeria, dans un classement dominé par l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud), la Côte d'Ivoire avait de son côté dépassé le Ghana (13e et 14e, respectivement), le Gabon, devenu pays le plus riche d'Afrique continentale, dépassait le Botswana (12e et 17e, le Botswana étant le deuxième pays le plus riche, et deuxième producteur mondial de diamants, après la Russie), et la RDC (16e) ou le Cameroun (24e) se classaient devant l'Éthiopie (25e), l'Angola (34e) ou encore le Rwanda (35e). Par ailleurs, il n'y avait qu'un seul pays francophone parmi les six derniers pays du classement (en intégrant le Soudan du Sud et la Somalie, si peu développés qu'ils n'étaient même pas mentionnés – nombreux sont les commentateurs qui ne prêtent guère attention à ce genre de « détail »).

Quant à l'Afrique du Nord francophone, le Maroc se plaçait en deuxième position continentale après l'Afrique du Sud, réduisant l'écart à un niveau si faible (0,9 %) qu'il est pratiquement certain qu'il occupe désormais la première place, compte tenu du déclin et de l'appauvrissement continus l'Afrique du Sud, un géant minier qui n'a réalisé qu'un taux de croissance annuel de 0,8 % en moyenne sur la période 2014-2025. Ce qui, au passage, démontre qu'il ne s'agit clairement pas d'un pays émergent, contrairement aux affirmations erronées de certains commentateurs ou agences de communication.

Le dynamisme francophone a notamment permis la réalisation d'un certain nombre d'exploits. Sans la moindre goutte de pétrole, le Sénégal, le Bénin et le Togo, qui ont réalisé des taux de croissance de 5,5 %, 5,7 % et 4,9 %, respectivement, sur la période 2014-2025, ont réussi à dépasser en matière de PIB par habitant le Nigeria, géant africain des hydrocarbures, n'ayant réalisé qu'un taux de croissance de 1,9 % sur la période (en affichant, respectivement, des niveaux de 1 773, 1 485 et 1 119 dollars en 2024, contre seulement 1 084 dollars). Le Nigeria, pays pétrolier et gazier ayant accumulé des centaines de milliards de dollars de revenus au cours des dernières décennies, mais qui affiche aujourd'hui le plus faible niveau d'espérance de vie au monde (estimée à 54,5 ans en 2023, selon les dernières données de la Banque mondiale), et dont la monnaie a perdu plus de 99,9 % de sa valeur par rapport au dollar depuis sa création en 1973 (divisée par près de 2 200 début 2026...), s'est également fait dépasser par le Cameroun (1 830 dollars, et qui a pourtant produit 20 fois moins de pétrole sur la décennie 2014-2023), et davantage encore par la Côte d'Ivoire, dont la production pétrolière a été non moins de 37 fois inférieure en 2024 (37 000 barils par jour seulement, contre 1,34 million pour le Nigeria, et un PIB par habitant de 2 728, le plus élevé d'Afrique l'Ouest continentale, malgré des richesses pétrolières et aurifères considérablement inférieures, également, à celles du Ghana voisin).

La Côte d'Ivoire, qui est d'ailleurs sur le point de dépasser quelques pays d'Amérique latine, a également réalisé l'exploit de passer devant l'Angola en matière de PIB par habitant, qui a pourtant extrait 31 fois plus de pétrole en 2024, et ce, en plus d'être également le quatrième producteur mondial de diamants (mais qui n'a connu qu'une croissance économique annuelle de 0,9 % seulement sur la période 2014-2025). Par ailleurs, la Côte d'Ivoire, où se construit actuellement la plus haute tour d'Afrique et du monde francophone (la Tour F, qui devrait être achevée en 2026 et culminer à une hauteur de non moins de 404 mètres, antenne incluse, dépassant également tous les gratte-ciel des pays de l'Union européenne), vient aussi de réaliser l'exploit de dépasser la Tanzanie en matière de PIB nominal (qu'elle dépassait déjà depuis longtemps en matière de PIB par habitant), malgré une population deux fois inférieure.

Avec une croissance annuelle inégalée de 5,6 % en moyenne sur la période 2014-2025, l'Afrique de l'Ouest francophone, dont fait notamment partie la Côte d'Ivoire, confirme ainsi son statut de plus vaste zone de forte croissance du continent. Une performance d'autant plus remarquable que cet ensemble n'en constitue pas la



C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

partie la plus pauvre, l'Afrique de l'Est étant globalement la partie la moins développée, la moins industrialisée, affichant les niveaux de PIB par habitant les plus faibles, de même que la partie globalement la moins stable du continent. Ce dernier point se manifeste notamment par le fait que l'Afrique de l'Est compte les pays ayant connu les conflits les plus meurtriers de la dernière décennie, proportionnellement à leur population (l'Éthiopie, le Soudan du Sud et le Soudan, actuellement ravagé par une guerre civile ayant déjà fait plus de 160 000 morts en moins de deux ans. Soit davantage que le nombre de victimes enregistré dans la totalité des conflits observés dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne anciennement française depuis 1960, tout comme la terrible guerre civile ayant récemment secoué l'Éthiopie et provoqué la mort d'environ 600 000 personnes en seulement deux ans, entre novembre 2020 et novembre 2022). Des conflits auxquels s'ajoutent un certain nombre de problèmes sécuritaires (terrorisme islamique en Somalie, dans le nord du Mozambique, en Ouganda...), de tensions interethniques, comme en Éthiopie (où elles avaient déjà provoqué la mort de nombreuses personnes avant même le début de la dernière guerre civile), ou politiques, comme en Tanzanie (où de récentes manifestations ont été cruellement réprimées, faisant plus de 1 000 morts en seulement six jours, fin 2025).

Par ailleurs, l'Afrique francophone constitue la partie du continent la moins touchée par les inégalités sociales, comme en attestent les dernières données disponibles auprès de la Banque mondiale (indice de GINI), qui indiquent la présence d'aucun pays francophone parmi les huit pays africains les plus inégalitaires. Une situation qui a elle-même d'importantes répercussions sur les niveaux de violence sociale et de criminalité, globalement bien plus élevés du côté anglophone du continent (comme au Nigeria, ou encore en Afrique du Sud où l'on compte plus de 25 000 homicides par année, soit un nombre de victimes supérieure à ce que l'on observe dans un certain nombre de guerres civiles à travers le monde).

De plus, l'Afrique francophone est également la partie la moins touchée par les extrémismes et fanatismes religieux. À titre d'exemple, elle constitue la seule zone comportant des pays ayant imposé des restrictions sur le port du niqab (interdiction totale ou partielle, selon les cas), contrairement à l'Afrique anglophone où l'on retrouve de nombreux territoires imposant la charia, et où se multiplient, dans un autre registre, les discours s'attaquant violemment à l'homosexualité, y compris dans la sphère strictement privée, comme en Ouganda et au Ghana, pays majoritairement chrétiens (et d'où ils se propagent parfois vers l'Afrique francophone).

Quant à la lutte contre la corruption, le dernier classement annuel publié par l'organisme Transparency International vient de démontrer que l'Afrique francophone est également la partie globalement la moins touchée par la corruption, aussi bien en Afrique subsaharienne qu'en Afrique du Nord. Il est d'ailleurs à noter que les cinq pays les plus corrompus du continent sont tous anglophones (Soudan, Érythrée, Libye, Somalie et Soudan du Sud, en dernière position). Des pays comme le Sénégal (classé 65e mondial sur non moins de 182 pays), le Bénin (70e) et la Côte d'Ivoire (76e), font ainsi mieux que l'Afrique du Sud (81e), devançant très largement des pays comme l'Éthiopie (96e), l'Angola (120e), le Kenya (130e) ou le Nigeria (142e), et se classent même devant des pays d'Europe de l'Est membres de l'Union européenne, ainsi que devant un grand nombre de pays d'Amérique latine, que l'Afrique de l'Ouest francophone vient d'ailleurs de dépasser, globalement, en matière de lutte contre la corruption. Une évolution remarquable, allant de pair avec le rattrapage économique en cours, et qui se matérialisera prochainement par le dépassement de certains pays latino-américains en matière de richesse par habitant, à commencer par des pays d'Amérique centrale.

Enfin, il convient de rappeler que les espaces UEMOA et CEMAC, qui recouvrent, respectivement, une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest francophone et de l'Afrique centrale francophone, constituent les zones les plus intégrées du continent. Ces deux exemples d'intégration poussée, loin devant les autres ensembles régionaux, démontrent d'ailleurs que le panafricanisme est avant tout une réalité francophone. Par ailleurs, et compte tenu de la double émergence démographique et économique de l'Afrique francophone, et du retour sur

investissement considérablement supérieur et multidimensionnel (notamment pour des raisons linguistiques, comme le démontre l'exemple des touristes québécois qui sont proportionnellement quatre fois plus nombreux que les touristes américains à venir chaque année en France... et à y dépenser), il serait judicieux que ce vaste ensemble redevienne la priorité des politiques d'aide au développement des pays francophones du Nord, et en particulier de la France (dont l'effort financier bénéficie principalement aux pays d'Europe de l'Est membres de l'Union européenne, et ce, pratiquement sans le moindre bénéfice économique ou géopolitique...).

** Le monde arabophone recouvre les 20 pays ayant l'arabe pour langue officielle ou co-officielle (hors Djibouti et les Comores), auxquels s'ajoutent les parties arabophones du Tchad et de l'Érythrée, et les territoires arabophones de faible importance présents dans neuf autres pays (Mali, Niger, Cameroun, Nigeria, République centrafricaine, Soudan du Sud, Iran, Turquie et Israël). Dans les pays partiellement arabophones, l'arabe est parfois une langue seulement véhiculaire pour les populations considérées comme arabophones.*

Quant à l'espace hispanophone, celui-ci regroupe les populations des 20 pays ayant l'espagnol pour langue officielle ou co-officielle et du territoire insulaire américain de Porto Rico, ainsi que les populations hispanophones majoritaires des comtés américains frontaliers avec le Mexique, et des territoires béliziens frontaliers avec le Guatemala et le Mexique.

Pour plus de détails :

Le monde arabophone dépasse le monde hispanophone (03/04/2024)

<https://www.cermf.org/demographie-le-monde-arabophone-depasse-monde-hispanophone>

Le 10 mars 2026

Le CERM F (Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone)

91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris

+33 (0)1 41 51 20 59

info@cermf.org

www.cermf.org



Graphiques 1 et 2

